

60



© BCE ECB EZB EKT EKP 2001

Juan

60

60

MILLIARDS

60

60 EURO
ΕΥΡΩ

60

60



© BCE ECB EZB EKT EKP 2001

Juan

60

60

MILLIARDS

60

60 EURO
ΕΥΡΩ

60

60



© BCE ECB EZB EKT EKP 2001

Juan

60

60

MILLIARDS

60

60 EURO
ΕΥΡΩ

60

60 milliards de fraude et d'évasion fiscales : stop ou encore ?

Combien faudra-t-il d'affaires Cahuzac, HSBC, Offshoreleaks, Guéant... pour que le gouvernement prenne des mesures à la hauteur des enjeux ?

60 milliards d'euros, c'est la somme qui échappe aux recettes publiques en France à cause de la fraude et de l'évasion fiscales, une somme qui pourrait servir, entre autres :

- au financement des services publics et des prestations sociales,
- à éviter l'augmentation de la TVA, l'impôt le plus socialement injuste,
- au lancement de l'indispensable transition écologique et sociale de nos sociétés.

Lutter contre la fraude et l'évasion fiscales est une question de volonté politique !

60 milliards de fraude et d'évasion fiscales : stop ou encore ?

Combien faudra-t-il d'affaires Cahuzac, HSBC, Offshoreleaks, Guéant... pour que le gouvernement prenne des mesures à la hauteur des enjeux ?

60 milliards d'euros, c'est la somme qui échappe aux recettes publiques en France à cause de la fraude et de l'évasion fiscales, une somme qui pourrait servir, entre autres :

- au financement des services publics et des prestations sociales,
- à éviter l'augmentation de la TVA, l'impôt le plus socialement injuste,
- au lancement de l'indispensable transition écologique et sociale de nos sociétés.

Lutter contre la fraude et l'évasion fiscales est une question de volonté politique !

60 milliards de fraude et d'évasion fiscales : stop ou encore ?

Combien faudra-t-il d'affaires Cahuzac, HSBC, Offshoreleaks, Guéant... pour que le gouvernement prenne des mesures à la hauteur des enjeux ?

60 milliards d'euros, c'est la somme qui échappe aux recettes publiques en France à cause de la fraude et de l'évasion fiscales, une somme qui pourrait servir, entre autres :

- au financement des services publics et des prestations sociales,
- à éviter l'augmentation de la TVA, l'impôt le plus socialement injuste,
- au lancement de l'indispensable transition écologique et sociale de nos sociétés.

Lutter contre la fraude et l'évasion fiscales est une question de volonté politique !

Des solutions existent !

Attac propose 5 mesures urgentes, applicables immédiatement, pour stopper l'évasion fiscale :

1. embaucher sous 12 mois au moins 1 000 agents de contrôle fiscal,
2. exiger des banques la communication de l'identité de tous les ressortissants français détenteurs de comptes à l'étranger,
3. établir une liste crédible des paradis fiscaux,
4. donner 12 mois aux banques opérant en France pour fermer leurs filiales dans ces territoires, sous menace de retrait de la licence bancaire,
5. imposer le « reporting pays par pays » aux multinationales établies en France.

Rejoignez notre campagne pour stopper l'évasion fiscale !

Pour en savoir plus : www.france.attac.org
stopevasion@attac.org - 01 56 06 43 60



Des solutions existent !

Attac propose 5 mesures urgentes, applicables immédiatement, pour stopper l'évasion fiscale :

1. embaucher sous 12 mois au moins 1 000 agents de contrôle fiscal,
2. exiger des banques la communication de l'identité de tous les ressortissants français détenteurs de comptes à l'étranger,
3. établir une liste crédible des paradis fiscaux,
4. donner 12 mois aux banques opérant en France pour fermer leurs filiales dans ces territoires, sous menace de retrait de la licence bancaire,
5. imposer le « reporting pays par pays » aux multinationales établies en France.

Rejoignez notre campagne pour stopper l'évasion fiscale !

Pour en savoir plus : www.france.attac.org
stopevasion@attac.org - 01 56 06 43 60



Des solutions existent !

Attac propose 5 mesures urgentes, applicables immédiatement, pour stopper l'évasion fiscale :

1. embaucher sous 12 mois au moins 1 000 agents de contrôle fiscal,
2. exiger des banques la communication de l'identité de tous les ressortissants français détenteurs de comptes à l'étranger,
3. établir une liste crédible des paradis fiscaux,
4. donner 12 mois aux banques opérant en France pour fermer leurs filiales dans ces territoires, sous menace de retrait de la licence bancaire,
5. imposer le « reporting pays par pays » aux multinationales établies en France.

Rejoignez notre campagne pour stopper l'évasion fiscale !

Pour en savoir plus : www.france.attac.org
stopevasion@attac.org - 01 56 06 43 60

